

Un centre international de recherches et d'information sur l'économie collective

Après plusieurs mois de préparation méthodique et très attentive, vient de parvenir au stade de la réalisation pratique un projet qui peut et doit présenter pour la classe ouvrière un intérêt considérable, et qui est en même temps d'intérêt universel.

DES transformations économiques et sociales d'une extraordinaire portée s'accomplissent dans la presque totalité de l'Europe et dans une grande partie du monde, et nous ne possédons sur elles, bien souvent, que des informations fragmentaires, vagues, incertaines. Les grands intérêts privés, lésés par ces transformations réparatrices se défendent par tous les moyens à leur disposition, et ils demeurent immenses. Depuis toujours, ils ont affirmé leur maîtrise dans l'art de travailler, de façonner, de pétrir l'opinion publique. Ils ont leurs « bureaux d'études », où des états-majors d'économistes et de statisticiens patentés élaborent savamment de petits papiers tout chargés de nouvelles impressionnantes que des agences de presse à leur solde diffusent dans le monde entier.

Ainsi se fabriquent des courants d'opinion susceptibles de constituer, pour l'œuvre d'émancipation sociale entreprise, un très grand danger.

Or, le seul moyen efficace pour lutter contre l'action pernicieuse du mensonge, c'est la vérité. Mais il faut, d'abord la connaître, ensuite la répandre : et c'est précisément l'objet du projet.

Il est, naturellement, né des mouvements sociaux d'avant-garde. Mais, naturellement aussi, il est orienté vers une recherche absolument libre et indépendante de la vérité. C'est un centre de recherches, dont l'autorité scientifique ne saurait être contestée, qu'il s'agit de créer, ou, pour mieux dire, dont la création a été décidée. Vers ce Centre devront affluer, de toutes les parties du monde, les documents et informations officielles sur les organisations et institutions d'économie collective, nationalisations, régies publiques, coopération, régies coopératives, économie dirigée, système des plans, etc. Il sera fait appel, en tous pays, à la collaboration des spécialistes en ces matières. Des liens seront

noués avec toutes les organisations nationales existantes constituant déjà, dans un rayon limité, des foyers de

PAR

Léon JOUHAUX

recherches ou d'information, et, bien entendu, aussi avec les organisations internationales préposées ou s'intéressant à certaines de ces activités.

Sitôt que s'amorceront des campagnes de mensonges, le Centre interviendra avec toutes les informations sûres dont il disposera, et il entreprendra immédiatement les recherches et enquêtes nécessaires. Aux résultats de ses recherches, il donnera la plus large publicité.

Aussi bien, ce sera l'un de ses efforts essentiels d'établir des relations suivies avec la presse libre du monde entier, donc, en toute première ligne, avec la presse ouvrière. Dans toute la mesure de ses possibilités, il fonctionnera comme une agence, adressant constamment à ses correspondants les informations utiles.

L'homme d'une telle œuvre, les promoteurs du Centre l'ont immédiatement trouvé parmi eux. C'est notre ami Edgard Milhaud, qui fondait il y a quarante ans les « Annales de la Régie directe », et qui les transformait, au lendemain de la première guerre mondiale, pour les adapter aux changements survenus, en « Annales de l'Économie collective ». Il assume aujourd'hui la responsabilité de l'organisation et de la direction du Centre. C'est de bon augure.

Mais il s'agit d'une tâche formidable, pour laquelle la bonne volonté ne suffit pas, ou plutôt la bonne volonté d'un seul ne suffit pas. Il y faut la bonne volonté, le concours, la collaboration, sous les modalités les plus

diverses, de tous ceux qui ont ou auront compris ce qui est en question.

Le « Centre international de recherches et d'information sur l'économie collective » — le C.I.R.I.E.C. — a pour support une association internationale comprenant tous ceux — individus et collectivités — qui désirent des informations de bonne foi sur l'économie collective dans les différents pays et leur diffusion la plus large possible. Nos organisations syndicales sont au nombre des collectivités qui réalisent cette condition ; et elles sont, parmi elles, au premier rang. C'est dire qu'elles ont toutes leur place dans cette association et qu'elles y sont ardemment et impatiemment attendues.

N.B. : Le siège du Centre est à Genève, 11, rue de Beaumont. La qualité de membre de l'association donne droit à la réception gratuite des ANNALES DE L'ÉCONOMIE COLLECTIVE, paraissant tous les deux mois. La cotisation est de 400 francs pour les collectivités et de 200 francs pour les individus ainsi que pour les sections locales d'organisations (syndicales, coopératives, politiques, culturelles, etc.) Le paiement des cotisations s'effectue par simple versement au compte français des ANNALES DE L'ÉCONOMIE COLLECTIVE (Lyon 30242), les sommes versées étant directement employées en France pour paiement de travaux d'impression.

Le taux d'intérêt
des
BONS DU TRÉSOR

vient d'être relevé

Ne laissez pas vos disponibilités
improductives

Souscrivez !